

Chapitre de livre :

SCHEROMM P., ROBINEAU O. 2015 L'agriculture intra-urbaine à Montpellier (France) et à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Pour mieux vivre en ville et mieux vivre la ville. In : Hajek I, Hamman P, Lévy J.-P. (dir.), *De la ville durable à la nature en ville. Entre homogénéité urbaine et contrôle social. Regards croisés nord/sud*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, coll. « environnement et société »

L'agriculture urbaine à Montpellier (France) et à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Des espaces pour mieux vivre en ville et mieux vivre la ville ?

Pascale Scheromm et Ophélie Robineau

INRA, CIRAD, UMR 0951 Innovation et développement dans l'agriculture et l'agroalimentaire

RESUME

Agriculture et ville sont indissociables d'un point de vue historique. Née de la campagne qui l'entoure, la ville n'a pu se développer qu'en y puisant des ressources foncières et alimentaires, dans les pays du Nord comme du Sud. Comment et pour quelles raisons l'agriculture se maintient-elle dans les villes ? Nous nous proposons ici de présenter et de comparer les formes d'agriculture urbaines traditionnelles et émergentes à Montpellier (France) et à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). Notre objectif est d'analyser quelles réalités prennent sens et quels enjeux se jouent autour de cette « nature agricole » qu'est l'agriculture, dans deux villes aux contextes socio-économiques très contrastés.

INTRODUCTION

Dans un contexte de crise économique et écologique, alors que plus de la moitié de la population mondiale réside dans les villes et les agglomérations urbaines, l'agriculture urbaine – que nous définirons ici comme celle qui est pratiquée à l'intérieur des villes –, connaît un regain d'intérêt à la fois dans les pays du Nord et du Sud. Alors que les questions agricole et alimentaire ont été peu prises en compte par les politiques urbaines depuis la révolution industrielle, elles émergent aujourd'hui dans leurs agendas dans le cadre des réflexions sur la durabilité urbaine et sur l'alimentation des villes enclenchées à Rio en 1992. Cependant, en ville et dans les périphéries urbaines, les terres subissent une pression foncière importante et l'agriculture peine à se maintenir face à l'urbanisation.

Au Nord – en Amérique du Nord, en Angleterre, en Australie et au Japon – la question de l'agriculture urbaine est apparue en force au cours de la dernière décennie. Elle est essentiellement posée en termes de sécurité alimentaire et de développement communautaire, de bien être des citoyens ou encore d'infrastructure urbaine verte et productive (Guitart et al. 2012 ; Mok et al. 2013). Elle est souvent traitée sous l'angle des jardins communautaires dans les quartiers défavorisés, pour lesquels les concepts de justice alimentaire ou sociale sont mobilisés (Ottmann et al. 2012 ; Paddieu 2012 ; Shepard 2013). Dans les villes européennes, l'agriculture urbaine reste par contre encore peu étudiée, et également considérée sous l'angle des jardins collectifs (Dubost, 1997 ; Consales, 2000). L'agriculture marchande n'y est pas abordée.

Au Sud, l'agriculture urbaine est un phénomène remarquable dans toutes les grandes villes. Elle est devenue un levier d'action pour les politiques de développement humain et de lutte contre la pauvreté

en ville. Les activités agricoles dans et autour des villes sont un moyen de subsistance pour les populations vulnérables et apparaissent de nos jours comme une soupape de sûreté pour les familles qui ne parviennent pas à trouver un emploi dans le secteur « formel » (Kédowidé et al. 2010 ; Olahan 2010). Pour certains, elles sont l'expression d'un malaise économique (Schilter 1991) ; mais des recherches conduites dans différents pays d'Afrique tendent à prouver que l'agriculture n'est pas exclusivement une stratégie de survie des plus pauvres mais aussi un investissement lucratif pour de riches citadins (Robineau 2013 ; Tacoli 1998). Bien que les données quantitatives manquent, de nombreux auteurs s'accordent à dire que l'agriculture urbaine joue un rôle alimentaire et économique indispensable dans les villes du Sud (Parrot et al. 2008 ; Lee-Smith 2011 ; Crush et al. 2011).

Au Nord comme au Sud, le concept de multifonctionnalité a souvent été cité pour rendre compte de l'intérêt de l'agriculture urbaine et des réponses adaptées qu'elle peut apporter aux problèmes générés par le développement urbain (Aubry 2012 ; Zasada 2011 ; Wegmuller et Duchemin 2010 ; Lovell 2010). Mais ce concept, largement décrit dans la littérature scientifique et dans les rapports stratégiques de l'union européenne et de la FAO (Food and Agriculture Organization), a finalement été peu utilisé pour analyser les dynamiques agricoles existant au sein d'un territoire urbain (Wilson 2009). Il permet pourtant d'explorer, à des échelles variables, les espaces agricoles au prisme de leurs fonctionnalités et des logiques d'acteurs à l'œuvre. Outre sa fonction alimentaire, l'agriculture urbaine est reconnue pour ses fonctions économique, sociale, environnementale et d'aménagement urbain. Permettant toute proportion gardée une moindre dépendance aux importations, elle peut aussi entraîner une amélioration du niveau de vie des habitants, en particulier dans les pays de Sud, et jouer un rôle non négligeable dans l'économie locale. Cette fonction économique de l'agriculture urbaine peut également s'étendre à l'entretien du paysage dans les pays du Nord, le maintien d'espaces agricoles exploités par des agriculteurs permettant l'existence d'une réserve de nature à moindre coût. Socialement, l'agriculture urbaine est une activité créatrice de liens sociaux, d'intégration sociale pour des publics exclus du marché du travail ou pour des personnes isolées. Elle est facteur de loisir et de santé en proposant aux citadins des espaces où ils peuvent se promener ou cultiver eux-mêmes. Elle est également un outil d'éducation et de sensibilisation à la question agricole et environnementale. Sa fonction environnementale se décline en plusieurs volets : protection contre les crues et les incendies, réduction des îlots de chaleur et augmentation du taux d'humidité en climat aride, réduction du bruit, amélioration de la qualité de l'air, absorption des poussières et des polluants, recyclage des déchets urbains, réduction des transports par la production d'une alimentation de proximité, participation à la préservation de la biodiversité. Enfin, le maintien de l'usage agricole de terres au sein de la ville contribue à l'aménagement urbain en assurant la présence d'espaces non urbanisés, garantissant un équilibre entre bâti et espace de nature. Ils contribuent à l'embellissement de la ville en ménageant des espaces de respiration, jouant dans ce cas un rôle de « bien public bon marché » (Moustier et Danso 2006).

C'est au travers du concept de multifonctionnalité que nous nous proposons d'analyser et de comparer les formes agricoles et les enjeux qui se jouent autour de l'agriculture dans deux villes secondaires capitales de région aux contextes socio-économiques très contrastés : la ville de Montpellier en France et la ville de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Les formes de l'agriculture dans ces deux villes et la façon dont elle est exercée socialement sont très différentes (Scheromm et al. 2014 ; Robineau 2013). Mais au-delà des différences décelées en première approche, les questions que nous soulevons dans cet article sont les suivantes : l'espace agricole s'inscrit-il de manière identique dans les deux villes ? Certaines formes d'agriculture leur sont-elles communes ? Les agriculteurs rencontrent-ils les mêmes difficultés à vivre de l'agriculture et à faire vivre l'agriculture dans la ville ? Comment les citadins s'impliquent-ils dans les pratiques agricoles ? Enfin, quelle place les politiques urbaines locales donnent-elles à l'agriculture et comment cette dernière est-elle considérée par les différents acteurs impliqués ? Il s'agit de comprendre dans quelle mesure l'agriculture urbaine permet de « mieux vivre en ville » et de « mieux vivre la ville ».

Pour éclairer les fonctions relatives à l'agriculture dans les villes de Montpellier et de Bobo-Dioulasso, nous abordons cette dernière comme un système à double entrée, celle des espaces agricoles et celle des acteurs impliqués dans l'agriculture ou dans la pratique agricole. L'interaction entre espaces et

acteurs donne corps à des formes d'agriculture diverses : agriculture marchande, agriculture de loisir, agriculture de subsistance...

Dans les deux situations, les périmètres d'études correspondent à des unités d'aménagement urbain englobant à la fois espaces bâtis, naturels et agricoles. A Bobo-Dioulasso, ce périmètre est celui du Schéma de Développement et d'Aménagement Urbain (SDAU, en cours d'actualisation en 2014). Il s'agit du périmètre de gestion des ressources foncières urbaines (espaces bâtis, et espaces à urbaniser et à protéger se situant généralement à moins de 2 km des limites de l'espace bâti). Au sein de ce périmètre où la pression sur les terres agricoles est importante, les dynamiques agricoles sont fortement liées aux dynamiques urbaines. A Montpellier, le périmètre exploré est le périmètre communal, couvert en termes d'aménagement urbain par le Plan Local d'Urbanisme (PLU). Ces périmètres ont été choisis en tant qu'unités de gestion relevant d'une puissance publique locale.

Dans les deux villes, les espaces agricoles ont fait l'objet d'un repérage de terrain précis et ont été répertoriés. A Montpellier, la recherche de terrain a été réalisée au cours de l'année 2011 dans le cadre du programme ANR Daume « Durabilité des Agricultures Urbaines en Méditerranée ». A Bobo-Dioulasso, elle a été effectuée dans le cadre d'une recherche doctorale en géographie au cours de 11 mois découpés en trois séjours au Burkina Faso, entre mars 2011 et mars 2013. Cinquante entretiens à Montpellier et soixante à Bobo-Dioulasso ont été menés auprès des différents acteurs institutionnels et auprès d'agriculteurs ou de jardiniers urbains afin de déterminer quelles fonctions ils attribuent à l'agriculture, quelles représentations et quels enjeux de politique publique sont associés à la pratique agricole sur le territoire urbain.

Dans un premier temps, nous présenterons les particularités de chacune des deux villes, Montpellier et Bobo-Dioulasso. Ensuite, en croisant chaque fois les cas de Montpellier et de Bobo-Dioulasso, nous présenterons les différents espaces de l'agriculture urbaine, puis les différents acteurs, afin d'aboutir à une typologie croisée des différentes formes d'agriculture urbaine. Enfin, nous discuterons les différences et les similitudes entre ces deux cas d'étude.

LES SITES D'ETUDE

Montpellier, « ville riche de sa biodiversité »

Elue en 2011 « Capitale française de la biodiversité », Montpellier a connu une urbanisation très rapide à partir des années 1960, avec une croissance annuelle supérieure à 4 %, à savoir la plus forte progression enregistrée en France. Cette croissance se poursuit, faisant de Montpellier la 8ème ville de France avec 258 000 habitants. (source : INSEE). Elle s'est réalisée en consommant des friches issues de l'arrachage des vignes, suite à la crise viticole des années 1970.

Il reste cependant aujourd'hui encore des espaces agricoles à l'intérieur du périmètre de la ville, représentant 7 % de la superficie communale (Scheromm et al. 2014). On y trouve des cultures annuelles, des vignobles, des parcelles maraîchères, des oliveraies, des jardins collectifs familiaux et partagés, ainsi que des parcelles cultivées par les organismes de recherche en agronomie. Prés et friches récentes sont également très présents, témoignant de la régression constante des espaces agricoles sous la pression de l'urbanisation.

Bobo-Dioulasso, « ville agricole »

Bobo-Dioulasso, seconde ville du Burkina Faso et capitale de la région des Hauts-Bassins, compte environ 500.000 habitants. En Afrique Sub-saharienne, l'urbanisation s'accélère, alors que le secteur industriel ne se développe qu'assez peu. Les opportunités d'emploi dans le secteur formel sont rares et la pratique de l'agriculture dans la ville est un moyen de générer des revenus pour les familles, qui la pratiquent comme activité principale ou secondaire. Bobo-Dioulasso est souvent qualifiée de « ville agricole », de par le nombre d'activités agricoles qu'elle abrite, de par son rôle de carrefour commercial régional de produits agricoles et de par le fait que ses industries fonctionnent à partir de produits agricoles (usines de traitement du coton, huileries/savonneries et brasseries). Les principales activités agricoles qui se retrouvent à Bobo-Dioulasso sont le maraîchage (plus de 1000 maraîchers sur plus de 150 ha de jardins), l'élevage de porcs à petit ou gros effectifs, l'embouche bovine, le petit élevage de chèvres, moutons et/ou poules et les cultures de subsistance dans ou devant les cours.

L'ensemble de ces activités se localise au sein du périmètre bâti ou au maximum à deux kilomètres des limites des espaces bâtis.

L'AGRICULTURE DANS LA VILLE : DES ESPACES ET DES USAGES

Que ce soit à Montpellier ou à Bobo-Dioulasso, l'agriculture marque la ville de sa présence. Plus visible en périphérie et sur les fronts d'urbanisation, elle est cependant existante dans les interstices urbains et à l'intérieur même de l'espace domestique, en particulier à Bobo-Dioulasso. Nous avons qualifié les différents d'espaces d'agriculture urbaine comme autant de types de franges ville-agriculture (Robineau 2013), à savoir d'espaces d'interactions entre ville et agriculture où dynamiques urbaines et agricoles se rencontrent et s'entremêlent jusqu'au sein même du bâti. Quatre types de frange ont été identifiés : deux types de franges internes, et deux types de franges externes.

Un premier type de frange interne est lié à l'existence de sites agricoles d'interstices où l'agriculture se déploie au sein des espaces bâtis, sur les espaces restés disponibles (Figure 1). A Montpellier, ces sites d'interstices correspondent pour partie à des espaces dévolus au jardinage de loisir, espaces municipaux ou espaces appartenant à des associations ou à des particuliers. Ils comprennent également des espaces reliques du passé agricole de la ville, sites maraîchers et viticoles de 1 à 5 ha exploités par des agriculteurs propriétaires dans une optique marchande et des parcelles expérimentales appartenant à des instituts de recherche en agronomie (CIRAD, INRA, IRSTEA, Sup Agro), présentes à proximité du centre ville. Enfin, cette frange interne existe aussi sous la forme ponctuelle de conquête de l'espace public par le mouvement citoyen « les incroyables comestibles », mettant en place sur les trottoirs des bacs de culture de plantes comestibles. A Bobo-Dioulasso, ces sites agricoles d'interstices correspondent à des espaces publics non-constructibles, que des agriculteurs autochtones et des habitants de la ville cultivent à l'année ou de manière saisonnière. De vastes sites maraîchers existent le long du ruisseau Houet qui traverse la ville, et cette dernière verdit de toute part en saison des pluies lorsque les habitants font pousser des cultures de subsistances (arachide, oseille, voandzou) en bord de rue, devant leur cour. Au sein de certains espaces publics, les autorités locales mettent en place des actions volontaristes de développement de l'agriculture urbaine. C'est notamment le cas d'un projet de maraîchage et d'arboriculture sur une trame verte de la ville. Ce projet vise à développer un site agricole multifonctionnel permettant à la fois de verdir la trame verte, de proposer un espace d'éducation environnementale aux habitants du quartier, et de permettre à des familles en situation précaire de générer des revenus grâce à la production maraîchère.



Figure 1. Ville et agriculture : des lieux d'intégration spatiale. Exemple de franges internes d'interstices. Gauche : Parcelle de vigne « relique » au centre de Montpellier (cliché : P. Scheromm 2011). Droite : Jardins maraîchers le long de la rivière dans le centre de Bobo-Dioulasso (cliché : O. Robineau 2011)

Le deuxième type de frange ville-agriculture, toujours interne, est lié à l'existence de sites agricoles au sein même de l'espace urbain privé. A Montpellier, ces espaces privés incluent les jardins potagers d'habitat individuel présents dans les zones pavillonnaires qui se sont développées autour du centre historique, et plus rarement de petits vignobles et des oliveraies. Ces derniers ont été conservés par leurs propriétaires dans une optique d'autoconsommation ou de loisir, la plupart des terres attenantes qu'ils possédaient ayant été vendues lors d'opérations immobilières à forte plus-value. A Bobo-Dioulasso, l'agriculture urbaine est très souvent présente au sein des espaces privés domestiques. Malgré les interdictions officielles d'élever des animaux en ville, des familles qui cherchent des activités génératrices de revenus, ou qui souhaitent bénéficier d'animaux pour l'autoconsommation et pour les fêtes, développent des élevages de bœufs, de porcs, de moutons, de chèvres ou de poules dans leurs cours.

Le troisième type de frange ville-agriculture, externe, correspond au front d'urbanisation, où l'agriculture se recompose face à l'urbanisation progressive des terres agricoles. A Montpellier, au nord, à l'ouest et au sud de la ville, de nombreuses terres encore agricoles sont fléchées par le projet urbain. Des vignobles ont été arrachés et les friches - où pâturent quelquefois des chevaux - et les cultures annuelles (céréales et melons) y prédominent. Elles sont des marqueurs de ces espaces agricoles en sursis, voués dans le plan local d'urbanisme à l'urbanisation à court ou moyen terme. Ces espaces sont cultivés par des agriculteurs, sur foncier privé le plus souvent, quelquefois sur foncier public par le biais de baux précaires. D'autre part, un domaine viticole situé à l'ouest du territoire urbain, à côté d'un nouvel écoquartier, correspond à un espace de reconquête de terres agricoles par la municipalité. La politique de cette dernière est en effet d'associer à chaque zone d'aménagement urbain un poumon vert, le plus souvent un parc d'agrément. Dans ce secteur, le poumon vert est un parc agricole - ou agriparc - ancienne propriété viticole de 25 hectares rachetée par la Ville et réaménagée en combinant dans le même lieu activités agricoles (vignoble, oliveraie, ruches), activités de loisir pour les citoyens (promenade, jardin collectif), et activités éducatives pour les scolaires. A Bobo-Dioulasso, les familles d'agriculteurs autochtones doivent s'adapter à la perte de terres agricoles qui sont prises par l'Etat pour effectuer le lotissement de quartiers prévus dans le cadre du SDAU. Des compensations en parcelles habitables ont lieu pour compenser chaque hectare de terres agricoles loties. Mais selon le capital foncier initialement possédé et la localisation des terres, les familles n'ont pas les mêmes possibilités de recomposer leurs activités agricoles. Les champs vivriers disparaissent, et seuls les agriculteurs disposant de champs le long d'un ruisseau (terres non constructibles) ou pouvant investir dans l'élevage à quelques kilomètres de la ville grâce à la vente de parcelles de compensation peuvent continuer à vivre de l'agriculture. Les autres doivent se replier sur les terres qui n'ont pas encore été urbanisées ou se contenter de l'espace dans les cours familiales.

Enfin, un dernier type de frange externe ville-agriculture correspond, aux limites de la ville, à des espaces protégés de l'urbanisation par un zonage agricole ou environnemental, ou par un projet public. Dans le cas de Montpellier, les espaces viticoles à l'est et à l'ouest de la commune, protégés par le zonage agricole ou environnemental du Plan Local d'Urbanisme, représentent des éléments forts du paysage de la ville. Ils sont également protégés dans la partie est du territoire urbain par une Appellation d'Origine Contrôlée. A la limite nord de la ville, la présence des institutions de recherche en agronomie stabilise le maintien de parcelles cultivées expérimentales. A Bobo-Dioulasso, la frange externe ville-agriculture existe sous une autre forme. Les espaces protégés ne le sont pas pour leur fonction agricole mais pour leur intérêt environnemental ou militaire. C'est en réquisitionnant de manière autoritaire les terres d'un village pré-colonial (le village de Kuinima, aujourd'hui englobé par la ville) que le camp militaire de Bobo-Dioulasso et des forêts classées ont été créés pendant la période de colonisation. Des négociations entre les autorités traditionnelles du village concerné et les autorités militaires ont permis aux agriculteurs de Kuinima de reconquérir l'espace du camp militaire disponible pour développer un vaste site maraîcher le long du ruisseau. Le colonel tolère la présence de ces agriculteurs, qui occupent aujourd'hui un site maraîcher de plus de 70 ha qui se situe quasiment exclusivement sur le territoire du camp militaire. Des négociations ont également eu lieu entre les autorités traditionnelles et le Ministère de l'Environnement afin de permettre aux agriculteurs de Kuinima d'avoir des contrats d'agro-foresterie qui leur permettent de cultiver chacun un hectare de

cultures de subsistance (mil, sorgho, maïs) au sein de la forêt classée. Par ailleurs, dans le cadre du SDAU de Bobo-Dioulasso, il existe un zonage qui prévoit de protéger la zone de vergers de manguiers présente au nord de la ville. C'est l'intérêt environnemental de cet espace, décrit comme « le poumon vert de la ville » qui lui a valu d'être protégé. La situation de ces terres, proches de la ville, protégées de l'urbanisation, avec une nappe d'eau peu profonde, en fait des espaces convoités par des riches citadins qui y développent des formes d'élevages intensifs semi-modernes et qui jouent de leurs relations au sein de la sphère politique pour obtenir des titres fonciers les protégeant d'une potentielle expropriation.

LES ACTEURS IMPLIQUES DANS L'AGRICULTURE ET LEUR VISION DE L'AGRICULTURE

Dans les deux villes, quatre grands types d'acteurs sont impliqués dans le fait agricole urbain : des agriculteurs, des citadins, les acteurs politiques locaux et les partenaires socio-professionnels.

Les agriculteurs

A Montpellier, les agriculteurs sont pour la plupart proches de la retraite ; ils témoignent du déclin du maraîchage et de la viticulture dans la ville, encore florissante il y a une cinquantaine d'années, et font part des importantes difficultés économiques qu'ils rencontrent dans leur métier, dont l'exercice devient de plus en plus rare dans la ville. Seuls résistent quelques domaines patrimoniaux viticoles, exploités par leurs propriétaires en pluriactivité. Les viticulteurs qui les exploitent souhaitent maintenir leur activité en l'adaptant au contexte urbain. A Bobo-Dioulasso, les agriculteurs sont des autochtones qui ont adapté leurs activités agricoles à l'urbanisation de leurs terres. L'agriculture a pour eux essentiellement un rôle économique et alimentaire. Mais dans un contexte d'extension permanente de la ville, de plus en plus de familles diversifient leurs activités avec des activités « urbaines » pour compléter leurs revenus (emploi saisonniers dans les industries de traitement du coton, petits commerces...). Par ailleurs, les expropriations d'agriculteurs effectuées par la ville pour créer des quartiers d'habitation, et les flous juridiques qui existent autour de la gestion foncière des terres aux portes de la ville, fait que de nombreux agriculteurs tentent d'anticiper l'expropriation en vendant informellement une partie de leurs terres (qui seront ensuite utilisées par des migrants pour construire des habitats spontanés ou par des citadins aisés pour développer des activités agricoles commerciales au plus proche de la ville). Mais avoir une terre agricole reste un bien précieux et les agriculteurs tentent toujours de conserver le plus longtemps possible une partie de leurs terres. Seules les familles cultivant au sein d'espaces théoriquement protégés de l'urbanisation (camp militaire, forêt classée, vergers de manguiers protégés par un zonage environnementale) ont une certaine sécurité vis-à-vis de l'expropriation des terres qu'elles cultivent.

Les citadins

A Montpellier, les citadins impliqués dans le fait agricole sont principalement des jardiniers. Nous nous sommes intéressés en particulier aux jardiniers pratiquant le jardinage en jardins collectifs, familiaux ou partagés. Ils sont de plus en plus nombreux, jardinant dans des jardins mis à leur disposition par la municipalité, mais aussi dans d'autres jardins collectifs nés sous l'impulsion de divers acteurs : association de jardiniers, entreprises (EDF, SNCF), étudiants, ou encore particuliers se rassemblant en petit collectif. Ces espaces d'agriculture/loisir sont implantés dans différents quartiers de la ville et présentent, au-delà de leur fonction de production, non prioritaire pour les jardiniers, une fonction récréative, de lien social et de nature . Ces jardiniers pratiquent parfois le jardinage dans une vision politique et militante opposée au modèle dominant qu'est celui de la consommation de masse. Partageant cette vision, le mouvement des « incroyables comestibles » est actif dans la ville et réunit une vingtaine de personnes mettant en place des actions de sensibilisation à la réappropriation de l'alimentation (cultures en bacs dans la rue sous le référentiel « nourriture à partager », ateliers de fabrication de bacs dans la rue ...). D'autre part, une association de riverains militant pour la conservation des espaces agricoles afin de préserver la qualité de vie de leur quartier s'implique dans la promotion de l'agriculture comme élément qualitatif du paysage urbain. A Montpellier, on observe

ainsi une forme de dualisme entre agriculteurs et citoyens s'impliquant ou s'intéressant au fait agricole dans la ville. Alors que les agriculteurs sont âgés et très pessimistes sur le devenir de l'agriculture dans la ville, le jardinage est en plein essor et la demande citadine pour cette activité ne cesse de croître, et des habitants se mobilisent pour défendre la qualité de leur cadre de vie ou sensibiliser leurs concitoyens à l'idée de réappropriation de l'alimentation. A Bobo-Dioulasso, des citoyens – qui sont migrants ruraux de première génération ou qui sont issus de familles de migrants - pratiquent l'agriculture dans la ville. Ils développent le plus souvent des élevages intensifs sur l'espace dont ils disposent : dans les cours pour les familles pauvres et sur des terres acquises aux portes de la ville auprès d'agriculteurs autochtones pour les familles aisées. Ces familles s'investissent dans les activités agricoles principalement pour des raisons économiques, pour compléter des revenus urbains insuffisants ou, pour les citoyens aisés, pour compléter leur retraite. Ainsi, alors que les agriculteurs autochtones diversifient leurs activités avec des activités urbaines pour compléter leurs revenus agricoles, les citoyens diversifient leurs activités urbaines avec des activités agricoles pour les mêmes raisons économiques. Les cultures de subsistance en saison des pluies en bord de rue sont développées par des habitants de toutes catégories socioprofessionnelles. La pratique courante de l'agriculture témoigne du lien fort que conservent ces habitants avec le travail de la terre.

Les autorités municipales

A Montpellier, face au positionnement des citoyens pour un maintien de l'agriculture dans la ville et pour une réhabilitation du geste agricole en univers urbain, la municipalité répond à la demande en créant des jardins collectifs et en établissant un dialogue avec les mouvements citoyens. Elle est un des principaux acteurs de la création de jardins collectifs familiaux et partagés avec la mise en place depuis 2004 d'une politique active dans ce domaine en réponse à la demande citoyenne (Scheromm et al. 2014). Elle est également à l'initiative de la création de l'agriparc du Mas Nougier, qui, selon les documents émis par la Ville ou selon son site Internet, a pour vocation de « *favoriser la présence de la nature en ville, de préserver un paysage de qualité et de constituer un réservoir de biodiversité, d'offrir un lieu de promenade et de loisirs dans un paysage viticole préservé* ». Cet espace public viticole devrait permettre le maintien de l'activité d'un agriculteur sur site. Cependant, aucune réelle stratégie agricole prenant en compte l'ensemble des formes agricoles existantes n'est mise en place à l'échelle de la municipalité. L'agriculture est peu présente dans le plan d'aménagement et de développement durable du plan local d'urbanisme de Montpellier ; elle n'y apparaît qu'au titre des espaces agricoles, considérés comme des espaces naturels de qualité. Les jardins collectifs trouvent eux place au titre de la protection de la biodiversité dans le plan biodiversité 2010-2014. A Bobo-Dioulasso, production végétale et production animale ne bénéficient pas de la même vision de la part des acteurs politiques locaux. Alors que le maraîchage est une activité perçue positivement par le fait même qu'elle est visible et produit de vastes espaces de verdure, l'élevage, et plus particulièrement l'élevage de porcs - qui lui est invisible car développé dans les cours - présente une image négative en raison des nuisances sonores et olfactives qu'il engendre. Un texte de loi interdit d'ailleurs l'élevage de porcs dans la ville. Mais face au rôle économique et alimentaire joué par ce dernier pour la population urbaine, les autorités urbaines le tolèrent. Le maraîchage quant à lui bénéficie d'un soutien politique, au travers des négociations entre les autorités militaires et urbaines, pour s'assurer que le colonel n'expulsera pas les maraîchers. Pour autant, que ce soit pour les porcs ou pour le maraîchage, aucune de ces interventions n'est formalisée ; ni les sites maraîchers historiques, ni les élevages n'apparaissent dans la planification urbaine. Seuls le site maraîcher sur la trame verte, issu d'un projet mené par les autorités municipales, bénéficie d'un appui formel.

Les acteurs de l'encadrement agricole

Dans l'ensemble, l'agriculture urbaine des deux villes ne bénéficie pas d'un encadrement agricole structuré. A Montpellier, si sur le dossier agricole de l'agriparc la Ville travaille en étroite collaboration avec les partenaires du monde agricole que sont la Chambre d'Agriculture et la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural), ces derniers considèrent que l'agriculture urbaine n'est pas au cœur de leurs missions. De même à Bobo-Dioulasso, les acteurs de l'encadrement agricole sont peu présents. Les sites maraîchers des agriculteurs Bobo bénéficient ponctuellement du passage d'ONG, mais les élevages urbains ne font l'objet d'aucun encadrement agricole.

DES SIMILITUDES AU-DELA DES DIFFERENCES

Une typologie comparée des différentes formes d'agriculture présentes dans les deux villes met en évidence quatre grandes catégories d'agriculture. Elle résulte de l'analyse croisée des données concernant l'inscription des espaces agricoles dans le paysage urbain et des fonctions que leur attribuent les différents types d'acteurs mentionnés précédemment (Tableau 1). Si l'une de ces catégories, l'agriculture clandestine se caractérisant par des élevages non visibles dans les cours, est une spécificité de Bobo-Dioulasso, on observe dans les deux villes la coexistence des trois autres catégories d'agriculture. La première correspond à des formes d'agriculture impulsées par des acteurs privés, agriculteurs, citadins ou propriétaires fonciers, et inscrites durablement dans le paysage urbain : vignobles protégés par le zonage agricole mais aussi jardins pérennes, petits vignobles et oliveraies de particuliers à Montpellier, et jardins maraîchers historiques le long du ruisseau à Bobo-Dioulasso. La seconde correspond à des formes d'agriculture précaires pratiquées par les mêmes acteurs, s'inscrivant principalement sur des terres en attente d'urbanisation. A Montpellier, il s'agit de cultures de blé dans les zones ciblées par l'urbanisation, de cultures de melons sur des terres rendues disponibles temporairement, ou encore de bacs potagers fleurissant dans les rues sous l'impulsion des « incroyables comestibles » ; à Bobo-Dioulasso, il s'agit de cultures de subsistance pratiquées sur des zones en attente de construction au sein de la ville, ou sur des terres prochainement urbanisées dans les limites externes de l'espace bâti. Enfin, la dernière catégorie rassemble des formes d'agriculture impulsées par la puissance publique, en particulier pour répondre à la demande citadine : jardins collectifs et agriparc à Montpellier, auxquelles s'ajoutent les espaces expérimentaux des instituts de recherche, et maraîchage et arboriculture impulsées par la municipalité et une ONG à Bobo-Dioulasso.

Tableau 1 Typologie comparée des agricultures urbaines de Bobo-Dioulasso et Montpellier

Ville	Formes d'agriculture	Foncier	Fonctions
Agriculture impulsée par des particuliers et inscrite durablement dans le paysage urbain			
Bobo-Dioulasso	Agriculture marchande et vivrière : maraîchage urbain en frange interne	Public	Economique, alimentaire, paysager
Montpellier	Agriculture marchande : domaines viticoles en frange externe Agriculture d'agrément (jardins de particuliers, oliveraies, petits vignobles en frange interne)	Privé	Economique, paysagère et alimentaire
Agriculture précaire des interstices urbains et du front d'urbanisation			
Bobo-Dioulasso	Agriculture vivrière : cultures dans la rue en frange interne et sur des espaces en attente d'urbanisation en frange externe	Privé ou public	Economique et alimentaire
Montpellier	Agriculture marchande : cultures de blé et de melons sur les sols en attente d'urbanisation Agriculture éphémère des incroyables comestibles en frange interne	Privé ou public	Economique, paysager et sociale
Agriculture clandestine			
Bobo-Dioulasso	Elevage dans les cours en frange interne	Privé	Economique, alimentaire, social
Agriculture impulsée par les politiques publiques			
Bobo-Dioulasso	Projet Ville/ONG d'agriculture vivrière et maraîchère sur une trame verte, en frange interne	Public	Alimentaire, social et paysager
Montpellier	Agriparc en frange externe Jardins collectifs municipaux en frange interne Parcelles expérimentales en frange externe	Public	Social, alimentaire et paysager

Les fonctions associées à ces différentes catégories d'agriculture sont le plus souvent différentes pour les deux villes : l'enjeu économique et alimentaire est central à Bobo-Dioulasso et les enjeux sociaux et paysagers dominent à Montpellier. Mais l'entrelacement des fonctions pour chacune des formes observées est une constante pour les deux cas et témoigne de la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine. Elle permet à travers sa fonction alimentaire et économique de « mieux vivre en ville », car habiter en ville c'est aussi pouvoir se nourrir ; à travers sa fonction sociale, paysagère et de nature elle permet de « mieux vivre la ville », car habiter en ville c'est aussi pouvoir évoluer dans un environnement vivable et durable. A Bobo-Dioulasso, l'agriculture urbaine a un rôle essentiellement économique et alimentaire ; mais son rôle est aussi social (Robineau et al. 2014). Par exemple, les citadins les plus pauvres créent des relations sociales et des réseaux de solidarités forts à travers le développement de petits élevages de porcs ; être éleveur n'est plus alors qu'une activité économique, mais aussi une activité sociale et un moyen de s'intégrer dans le milieu urbain. Dans cette ville africaine, l'agriculture urbaine est en expansion : alors que l'urbanisation grignote les terres agricoles, les urbains développent des formes agricoles de plus en plus intensives sur les terres encore disponibles ou au sein même des espaces domestiques. La crise urbaine renforce l'importance de ces activités économiques parfois invisibles aux yeux des élus que de nombreuses familles développent dans tous les quartiers de la ville. Pourtant, les autorités urbaines restent peu sensibles à ce phénomène et aucune mesure n'est prise pour soutenir les activités existantes. A Montpellier, l'agriculture marchande est en déprise, ignorée par la ville et de plus en plus délaissée par les agriculteurs qui préfèrent vendre leurs terres aux promoteurs. Ces agriculteurs, âgés, sont pour la plupart retraités ou proches de la retraite et sans repreneurs. En parallèle, de nouvelles formes d'agriculture, promues par la Ville et les citadins, émergent sur du foncier public : programme de jardins collectifs familiaux et partagés et parc urbain récréatif à dimension agricole. Ces formes sont caractérisées par leur fonction sociale, récréative et paysagère plus que par leur fonction alimentaire qui est cependant existante, en particulier dans les jardins familiaux. Un double mouvement s'opère ; l'agriculture marchande régresse, alors qu'une « agriculture/ nature » se développe sur des espaces interstitiels sous l'impulsion de la demande citadine.

C'est au-delà des fonctions que les similarités apparaissent donc dans notre typologie. Elles se matérialisent dans les dynamiques qui sous-tendent la transformation du fait agricole en milieu urbain, au travers d'une double dynamique d'apparition et de disparition de certaines formes d'agriculture, et au travers de l'émergence de nouvelles pratiques agricoles dans la ville. Si certaines formes d'agriculture traditionnelles disparaissent (cas du maraîchage à Montpellier, encore florissant dans les années 1950), d'autres formes se développent dans des interstices urbains (les jardins collectifs à Montpellier, le maraîchage sur la trame verte à Bobo-Dioulasso). Certains espaces font même l'objet d'une reconquête : l'agriparc agricole du mas Nouguier à Montpellier et la mise en culture des terres du camp militaire à Bobo-Dioulasso en sont des exemples. Dans les deux villes, la reconfiguration des formes agricoles s'opèrent sous tension, d'une part sous l'impulsion de citadins favorisant leur apparition ou leur expansion, d'autre part sous l'action politique locale privilégiant le projet urbain au détriment du projet agricole, mais pouvant parfois soutenir certaines de ces formes. Dans les deux villes, certaines formes d'agriculture s'inscrivent ainsi durablement dans le temps alors que d'autres, plus précaires ou plus éphémères, traduisent la volonté des agriculteurs et des citadins de s'approprier des espaces pour continuer à exercer ou réinventer le geste agricole dans la ville.

CONCLUSION

Nous démontrons dans cet article qu'il est possible de comparer les agricultures urbaines au Nord et au Sud, dans deux villes aussi différentes culturellement qu'une ville française et une ville africaine. Dans les deux villes étudiées, les espaces agricoles sont sous pression de l'urbanisation, et la situation foncière et économique des agriculteurs est précaire. L'agriculture marchande est négligée voire oubliée par les politiques publiques municipales. Les autorités ne développent pas de stratégie agricole ni alimentaire, ce qui entraîne un manque de lisibilité de l'agriculture sur leur territoire, où elle est pourtant spatialement ancrée, et économiquement et socialement indispensable. A Montpellier et

encore plus à Bobo-Dioulasso, des citoyens s'investissent dans des projets agricoles ou de jardinage. Cet investissement souligne l'importance du rôle de la société civile dans le mouvement d'intégration de l'agriculture dans la ville. L'émergence de nouvelles formes d'agriculture traduit le besoin de nature et de loisir de ces citoyens à Montpellier, et le besoin de s'alimenter avec des produits frais à Bobo-Dioulasso. Répondant à cette demande citoyenne, des formes émergentes d'agriculture publique se matérialisent, marquées par une plus forte multifonctionnalité que les formes d'agriculture préexistantes.

Notre analyse révèle dans les deux cas la difficulté pour l'agriculture d'exister en milieu urbain, bien qu'elle contribue à mieux vivre en ville et à mieux vivre la ville. Des signaux faibles allant dans le sens d'une reconnaissance de l'agriculture s'expriment à Montpellier comme à Bobo-Dioulasso. L'espace urbain s'y révèle être un milieu où il est possible de développer de l'agriculture dans les espaces ouverts restant disponibles, que des amateurs ou des agriculteurs peuvent investir pour peu qu'un certain nombre d'instruments de politique publique les soutiennent dans le montage de leurs projets. Citoyens, jardiniers, agriculteurs sollicitent ce soutien pour faire vivre leur métier ou leur passion, pour se nourrir et pour embellir leur cadre de vie. C'est une agriculture multifonctionnelle au service des habitants de la cité qui se dessine ici, dont la fonction n'est pas seulement alimentaire, mais aussi économique, sociale et politique.

D'un point de vue opérationnel, cet article souligne que les recherches sur la présence, le développement, les impacts sociaux, économiques et alimentaires de l'agriculture dans les villes des pays du Nord et du Sud sont des outils qu'il est intéressant de multiplier dans l'objectif d'accompagner une transition vers des villes plus durables au sein desquels l'agriculture peut avoir sa place. Ces résultats nous renseignent également sur la manière dont l'agriculture urbaine permet à la fois de « mieux vivre en ville » et de « mieux vivre la ville ». En ce sens, ils permettent d'enrichir les travaux menés sur l'habitabilité des milieux urbains (Blanc 2010 ; Bourdeau-Lepage 2013) en apportant un regard croisé sur la place que prend l'agriculture, de par sa multifonctionnalité, dans l'habiter urbain. Ils mettent d'autre part en évidence la tension qui existe entre ville et agriculture. Bien que cette tension ait amplement été traitée dans la littérature (Duvernoy 2002 ; Charvet et Poulot 2006 ; Dabat et al. 2006 ; Poulot 2011), notre analyse systémique de l'agriculture urbaine a révélé des similitudes fortes entre deux terrains qui pouvaient paraître *a priori* très dissemblables. Elle traduit une conception similaire de la ville quant à son rapport aux espaces agricoles ; ce qui questionne alors la façon dont les modèles urbains occidentaux circulent et sont appropriés sur d'autres continents. Appréhendée au travers de différents courants de pensée, de la vision hygiéniste aux zonages environnementaux, l'agriculture s'est éloignée de la ville au cours des histoires urbaines pour se retrouver aujourd'hui au cœur de recherches développées pour penser la ville durable (Fleury et Moustier 1999 ; Salomon-Calvin 2006 ; Banzo 2009 ; Granchamp-Florentino 2012). L'enjeu de son maintien dans la ville contemporaine est de nature à la fois idéologique et politique : concevoir l'agriculture comme un élément de la vie de la cité, mieux articuler univers urbain et agricole pour aller vers des villes plus vivables où une agriculture renouvelée a sa place, et pour cela réhabiliter certaines de ses formes dans les politiques urbaines.

BIBLIOGRAPHIE

AUBRY C., RAMAMONJISOA J., DABAT M-H., RAKOTOARISOA J., RAKOTONDRAIBE J., RABEHARISOA L. 2012. Urban agriculture and land use in cities: an approach with the multi-functionality and sustainability concepts in the case of Antananarivo (Madagascar). *Land Use Policy*. Vol. 29, n°2. pp. 429-439.

BANZO M. 2009. L'espace ouvert pour une nouvelle urbanité. Université Michel de Montaigne Bordeaux3. Habilitation à diriger des recherches. <http://hal.archives-ouvertes.fr/tel-00618968/>

BLANC N. 2010. *L'habitabilité urbaine*. in Coutard O., Levy JP. (dir.), Écologies urbaines. Economica, Paris. pp.169-183

BOURDEAU-LEPAGE L., VIDAL R. 2013. Nature urbaine en débat : à quelle demande sociale répond la nature en ville ? *Demeter* 2013. pp. 195-210.

CHARVET J. P., POULOT M., 2006. Conserver des espaces ouverts dans la métropole éclatée : le cas de l'Ile-de-France. Dans Dorier Appril (dir.), *Ville et Environnement*, Paris, Sedes, chapitre 10, 332-369.

CONSALES J.N. 2000. « Les jardins familiaux marseillais : laboratoires territoriaux d'une agriculture urbaine en Méditerranée », *Méditerranée*. vol. 95 n°3-4, 81-88.

CRUSH J., HOVORKA A., TEVERA D. 2011. « Food security in Southern African cities: the place of urban agriculture ». *Progress in development studies*. Vol.11, n°4. 285-305.

DABAT M-H., AUBRY C., RAMAMONJISOA J. 2006. « Agriculture urbaine et gestion durable de l'espace à Antananarivo ». *Economie Rurale*. Vol.294-295. pp.57-73.

DUVERNOY I. 2002. Espace agricole périurbain et politiques communales d'aménagement : l'exemple de l'agglomération albigeoise. *Cybergeo : European Journal of Geography*. <http://www.cybergeo.revues.org/1965>

FLEURY, A. ; MOUSTIER, P. 1999. L'agriculture urbaine, infrastructure de la ville durable, *Cahiers Agricultures*. n°8, p 25-30.

GRANDCHAMP-FLORENTINO L., 2012. L'agriculture urbaine. Un enjeu de la ville durable. *Revue des Sciences Sociales*. n°47, 140-151.

GUITARD D., PICKERING C., BYRNE J. 2012. Past results and future directions in urban community gardens research. *Urban forestry and urban greening*. Vol. 11. n° 4. p. 364-373. http://www.academia.edu/2088440/Past_results_and_future_directions_in_urban_community_gardens_research

KEDOWIDE C.M.G., SEDOGO M.P., CISSE G. 2010. « Dynamique spatio-temporelle de l'agriculture urbaine à Ouagadougou: cas du maraîchage comme une activité montante de stratégie de survie ». *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*. Vol.10, n°2. pp.1-21.

LEE-SMITH D. 2011. « Urban and Peri-urban Agriculture in 21st Century African Cities - Citizen Action and Policy Responses ». *African Crop Science Conference Proceedings*. Vol. 10. pp. 465 - 46.

LOVELL S.T. 2010. Multifunctional urban agriculture for sustainable land use planning in United States. *Sustainability*, Vol.2, n°8. pp.2499-2522.

MOK H.-F., WILLIAMSON V. G., GROVE J. R., BURRY K., BARKER S. F., HAMILTON A.J. 2013. Strawberry fields forever ? Urban agriculture in developed countries : a review. *Agron. Sustain. Dev.* pp. 1-23

MOUSTIER P., DANSO G. 2006. Local economic development and marketing of urban produced food. In *Cities farming for the future ; urban agriculture for green and productive cities*. Van Veenhuissen R. (Ed.), RUAF Foundation, International Institute of Rural Reconstruction, Canada, 173-208.

OLAHAN A. 2010. « Agriculture urbaine et stratégies de survie des ménages pauvres dans le complexe spatial du district d'Abidjan ». *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*. Vol.10, n°2.

OTTMANN M. M. A., MAANTAY J. A., GRADY K., FONTE N. N. 2012. Characterization of urban agricultural practices and gardeners' perceptions in Bronx community gardens, New York City. *Cities and the environment (CATE)*, Vol. 5. <http://digitalcommons.lmu.edu/cate/vol5/iss1/13>

PADDIEU F. 2012. L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 12, n°2.

PARROT L., NJOYA A., TEMPLE L., ASSOGBA-KOMLAN F., KAHANE R., BA DIAO M., HAVARD M. éd. 2008. *Agricultures et développement urbain en Afrique subsaharienne. Gouvernance et approvisionnement des villes*. L'Harmattan. Paris, France.

POULOT M., 2011 Des arrangements autour de l'agriculture en périurbain : du lotissement agricole au projet de territoire. *VertigO- la revue électronique en sciences de l'environnement*. Vol. 11, n°2.

ROBINEAU O. 2013. *Vivre de l'agriculture dans la ville africaine. Géographie des arrangements entre acteurs à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso*. Thèse de doctorat, Université Montpellier 3, CIRAD, INRA. 352p.

ROBINEAU O., TICHIT J., MAILLARD T. 2014. S'intégrer pour se pérenniser: pratiques d'agriculteurs urbains dans trois villes du Sud. *Espaces et Sociétés* n°158. (A paraître)

SALOMON CALVIN J., 2006. La ville-campagne, ville insoutenable ? *Natures, Sciences, Sociétés*. Vol 14, n°4, 409-415.

SCHEROMM P. 2013. Les jardins collectifs, entre nature et agriculture. *Métropolitiques*. <http://www.metropolitiques.eu/Les-jardins-collectifs-entre.html>

SCHEROMM P., PERRIN C., SOULARD. C. 2014. Cultiver en ville... Cultiver la ville ? L'agriculture urbaine à Montpellier. *Espaces et Sociétés* n°158. (A paraître).

SHEPARD B. 2013. Community gardens, creative community organizing and environmental activism. *Environmental social work* (Gray M. Coates J., Hetherington T. eds).

SCHILTER, C. 1991. *L'agriculture urbaine à Lomé: approches agronomique et socio-économique*. Karthala, Paris, France.

TACOLI C. 1998. Rural-urban interactions: a guide to the literature. *Environment and urbanization*. Vol.10, n°1.147-166.

WEGMULLER F., DUCHEMIN E. 2010. Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine à Montreal : étude des discours au sein du programme des jardins communautaires. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*. Vol. 10, n°2.

WILSON G. A. 2009. The spatiality of multifunctional agriculture. *Geoforum*. Vol. 40, 269-280.

ZASADA I. 2011. Multifunctional peri-urban agriculture. A review of societal demands and the provision of goods and services by farming. *Land Use Policy*. Vol. 8, n°4, 639-648.

Remerciements

Nous remercions C Soulard (UMR Innovation) pour les discussions qui ont donné naissance à cet article